



Le couperet est tombé. Après avoir investi des centaines de millions d'euros depuis 2007, l'Etat a décidé d'arrêter purement et simplement le projet Opérateur National de Paye (ONP).

L'ONP devait gérer les fiches de paye de 2,5 millions d'agents de l'Etat à partir de 2017.

L'essentiel de ses objectifs va être abandonné: il n'y aura pas d'"Opérateur National de Paye" commun à tous les ministères. Chacun conservera son propre système informatique de gestion des ressources humaines et seuls quelques travaux de "modernisation" de la chaîne de paye seront poursuivis.

Un héritage des années Sarkozy

La création du "super calculateur" ONP a été décidée en mai 2007 sous Nicolas Sarkozy.

Objectif: réaliser 190 millions d'euros d'économies par an une fois le chantier bouclé, notamment en supprimant 3800 postes affectés à la gestion de la paye dans les différents ministères. Sauf qu'il s'est heurté à la dure réalité: retards, explosion des coûts au fil des ans... Mettre en oeuvre les opérations s'est avéré beaucoup plus difficile que prévu.

Le gouvernement Ayrault a donc décidé de se débarrasser purement et simplement de cet héritage embarrassant, renonçant en même temps aux économies espérées.

Le précédent Louvois

L'exemple de Louvois, un autre logiciel de paye cette fois destiné aux seuls militaires et abandonné à l'automne 2013, a probablement pesé à l'heure du choix. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian avait été contraint d'enterrer ce système face à un "désastre" (salaires non-versés, trop perçus, retards...).

L'échec de ces deux super-logiciels souligne l'ampleur de la tâche quand il s'agit de moderniser l'action publique.

Quant au système de comptabilité publique Chorus, toujours utilisé, il a coûté au total 1 milliard d'euros, soit deux fois plus que prévu.